

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** - (2010)  
**Heft:** 1872

**Artikel:** Afrique du Sud : pourquoi tant de pauvreté et de violence?  
**Autor:** Robert, Charlotte  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1009828>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 29.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

si nous étions membre de l'Union, nous aurions à payer comme contributeur une participation de deux à trois milliards. Dès lors, nous pouvons, modestement en comparaison, participer à des projets de dimension européenne, par exemple dans la

recherche, les transports, les télécommunications.

Un fonds d'investissement suisse, qui serait le pendant du Fonds européen, contribuerait à la relance. Il pourrait aussi être placé sous la bannière de l'AELE, la Norvège notamment gère de

considérables capitaux. Ce serait l'apport d'une Europe multilatérale, et plus modestement une contribution de la Suisse, place financière. Nous donnerions une autre image que celle de «*profiteurs*» du secret bancaire.

## Afrique du Sud: pourquoi tant de pauvreté et de violence?

Charlotte Robert • 7 juin 2010 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/13746>

### Ce qu'il ne faut pas oublier en arrière-plan du Mondial

Quand on voit des enfants vêtus de jeans et de baskets, on pense qu'ils sont certainement mieux lotis que d'autres enfants en haillons et à pieds nus. Rien n'est plus hâtif comme jugement.

Indépendamment du fait que le climat de l'Afrique du Sud n'est pas celui du Congo, qu'il y fait froid et qu'il neige à Johannesburg, ce pays vient de très loin et a beaucoup de retard. En effet, en 1994, à la fin de l'apartheid, les indicateurs sociaux – nombre de personnes sachant lire, nombre d'habitants par médecin, etc. – étaient, pour la population noire, les plus mauvais de tout le continent, même plus mauvais qu'en Angola qui sortait de 20 ans de guerre civile. Et je parle des chiffres fournis par le gouvernement blanc lui-même. Les dépenses d'éducation et de santé se concentraient dans les zones blanches et les Bantoustans, ces faux «*Etats*» où les Noirs étaient obligés d'habiter, ne recevaient presque rien.

Le pays a donc un effort gigantesque à fournir, plus grand qu'aucun autre pays africain à son indépendance. A l'heure actuelle, l'Afrique du Sud est 129e selon l'indice de développement humain des Nations Unies.

Il faut également rappeler que deux négociations parallèles ont mené à la fin de l'apartheid et à la démocratie: l'une politique et l'autre économique. Sur le plan politique, l'ANC – l'*African National Congress* – a obtenu tout ce qu'il voulait. Par contre, sur le plan économique, il a dû céder et n'a pas vu les enjeux. Les Blancs ont obtenu tout ce qu'il fallait pour que leur domination économique perdure.

La minorité blanche a obtenu le ministère des finances et la présidence de la banque centrale, en même temps que celle-ci devenait une entité indépendante du gouvernement. Les fonctionnaires blancs ont eu le choix entre rester à leur poste ou prendre une retraite dorée. La propriété privée était déclarée intouchable et bloquait ainsi la redistribution des terres et toute

nationalisation. Même la Commission Justice et Réconciliation n'a pas touché à l'exploitation économique.

C'est aussi le souci d'être un bon élève qui a perdu le gouvernement de Mandela. Il a voulu respecter la «*sale dette*» et paie près de 5 milliards de dollars par an d'intérêt. Il a été forcé d'accepter le diktat du Fonds monétaire international et, en entrant à l'OMC, l'ouverture du commerce aux importations du monde entier, ruinant ainsi beaucoup d'entreprises et augmentant le chômage.

Dans un monde globalisé, ce sont les marchés financiers qui commandent. Dès que Mandela prononçait le mot «*justice*», la bourse baissait de quelques points et la monnaie nationale chutait, entraînant plusieurs dévaluations. Sous la houlette de Thabo Mbeki, l'Afrique du Sud est devenue ultra-libérale dans l'espoir de plaire aux investisseurs: flexibilisation du marché du travail, libéralisation accrue du commerce des marchandises et des flux de

capitaux, privatisations pour payer la dette. Hélas les investissements n'ont pas suivi.

L'Afrique du Sud se retrouve avec un taux de chômage deux fois plus élevé qu'à la fin de l'apartheid (environ 50%). 21% de la population – soit environ 10 millions de personnes – gagnent moins de 1,25\$ par jour selon les chiffres les plus récents de la Banque mondiale. Alors, pour tous ceux pour lesquels «liberté» signifiait une maison décente et un travail permettant de nourrir et soigner ses enfants et les envoyer à l'école, la frustration est immense.

Les efforts menés par le gouvernement depuis la fin de l'apartheid ont été colossaux: par

exemple 20% du budget de l'Etat est consacré à l'éducation. Mais paradoxalement, le brusque rattrapage et le passage de «l'éducation bantoue», fruit de l'apartheid, à un curriculum de type occidental a augmenté l'exode rural et la frustration. Les diplômés semblent être la clé du succès et les parents désirent toujours une vie meilleure pour leurs enfants. Mais l'éducation occidentale charrie des valeurs telles que: le travail intellectuel est préférable au travail manuel, mieux vaut travailler en ville qu'à la campagne. Le système éducatif a littéralement déversé dans les villes des centaines de milliers de jeunes, alors que la création d'emplois était laissée à l'économie privée et aux

investissements étrangers.

Et des richesses faramineuses s'étalent sous le nez de tous ces jeunes qui ont cru à la fin de la pauvreté et de la lutte quotidienne pour la survie. De nouveaux quartiers protégés par de hauts murs et des miradors se construisent avec des villas hollywoodiennes, alors que les bidonvilles les plus grands du monde continuent à s'agrandir. L'écart des revenus est un des plus importants de la planète.

Ce peuple lutte depuis quatre générations pour récupérer ce qui lui appartient. Et ce sont les plus pauvres, bien sûr, qui souffrent des effets de la frustration et de la violence qui se manifestent.

**Ce journal et le site sont publiés par la SA des éditions Domaine Public**

P.A. Alex Dépraz - Chemin de Chandieu 10 - CH 1006 Lausanne - CP 10-15527-9 Lausanne

## Liens

1. <http://www.domainepublic.ch/pages/1872#>
2. <http://www.parlament.ch/f/dokumentation/berichte/berichte-aufsichtskommissionen/geschaeftspruefungskommission-gpk/berichte-2010/Documents/bericht-gpk-ns-ubs-kundendaten-usa-2010-05-30-f.pdf>
3. <http://www.europa.ch/index.asp?Language=FR>
4. [http://europa.eu/legislation\\_summaries/internal\\_market/single\\_market\\_for\\_goods/chemical\\_products/l21282\\_fr.htm](http://europa.eu/legislation_summaries/internal_market/single_market_for_goods/chemical_products/l21282_fr.htm)
5. [http://echa.europa.eu/home\\_fr.asp](http://echa.europa.eu/home_fr.asp)
6. <http://www.efd.admin.ch/dokumentation/zahlen/00579/00611/01229/index.html?lang=fr>